



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 26/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 26/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BONGRAIN GERARD

4 rue Eugène Gérard
88530 Le Tholy

Références : S-24-173RP
Code AIOT : 0006202551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement BONGRAIN GERARD implanté 4 rue Eugène Gérard 88530 Le Tholy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée suite à un constat établi le 16 janvier par la police de l'environnement, concernant l'épandage de boues en provenance de la station d'épuration mixte de la commune Le Tholy exploitée par la société BONGRAIN GERARD en période d'interdiction dû aux conditions climatiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONGRAIN GERARD
- 4 rue Eugène Gérard 88530 Le Tholy
- Code AIOT : 0006202551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La S.A.S. BONGRAIN GERARD est spécialisé dans la fabrication des fromages à pâte molle. La production est faite à partir de lait vosgien.

La société est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 3079/2000 du 16 novembre 2000 mis à jour par arrêté du 1er août 2012.

L'épandage des boues de la station est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 656/2015 du 27 mars 2015.

Unité Départementale des Vosges
22 à 26 avenue Antoine Dutac - 88026 ÉPINAL Cedex

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Périodes d'épandage et quantités épandues	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 36	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'épandage	Arrêté Préfectoral d'autorisation n° 3076/2000 article 3	Sans objet
2	Conformité des épandages vis-à-vis des captages d'alimentation en eau potable	Arrêté Préfectoral d'autorisation n° 3076/2000, article 3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non respect des conditions d'épandage en période d'interdiction dû aux conditions climatiques

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation n° 3076/2000, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
Prescription contrôlée : Conformité au plan d'épandage
Constats : Le programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres. Le programme prévisionnel d'épandage a été transmis à l'inspection des installations classées le 27 décembre 2023. L'inspection a pu vérifier que l'épandage réalisé le 16 janvier sur la parcelle GG19 fait partie du plan d'épandage et du programme prévisionnel annuel d'épandage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité des épandages vis à vis des captages d'alimentation en eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation n° 3076/2000, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Epannage
Prescription contrôlée : L'exploitant devra se conformer aux prescriptions fixées par les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable, existants et à venir.
Constats : La parcelle GG19 n'est pas concernée par un périmètre de protection de captage. La parcelle est une prairie et l'aptitude du sol est classée 1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Périodes d'épandage et quantités épandues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Epannage
Prescription contrôlée : I. Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière : <ul style="list-style-type: none">• à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;• à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;• à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ;• à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses. II. L'épandage est interdit : <ul style="list-style-type: none">• pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;• pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;• en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;• sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;• à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.
Constats : Par transmission du 18 janvier, le service de l'inspection a été informé par la Direction Départementale des Territoires d'un constat d'épandage de fertilisants de type II sur des terrains situés sur le territoire de la commune de Laveline du Houx, opération réalisée le 16 janvier 2024. Après enquête, il ressort que l'épandage a été réalisé sur la parcelle GG19. Le 16 janvier 2024, il a été constaté que l'épandage a été effectué sur un sol pris en masse par le gel alors que l'épandage est interdit dans ces conditions.

Le 26 janvier 2026, l'inspection des installations classées s'est rendue sur les lieux en présence des représentants de l'exploitant; lors de ce contrôle l'inspecteur a pu constater la présence de sillons laissés dans la prairie par les rampes pendillards suite à l'épandage des boues de station d'épuration mixte de la commune Le Tholy. Le jour du contrôle, le sol n'était pas gelé et aucun écoulement de fertilisant n'a été constaté en contrebas de la prairie.

Les faits ont été reconnus par la société qui a pris sans délais de dispositions afin que ce type d'évènement ne puisse se reproduire.

Une réunion s'est tenue le 25 janvier 2024 avec le prestataire, la SARL TACA, qui a réalisé l'épandage le 16 janvier 2024. Suite à cette réunion, l'exploitant va élaborer une procédure afin de rappeler à l'ensemble des acteurs concernés les consignes se rapportant aux modalités d'épandage des boues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours